

**LA NOUVELLE
LOGIQUE
ÉCONOMIQUE
DU PROGRAMME
COMMUN**

**NOUVELLES CONDITIONS DE PRODUCTION
ET DÉVELOPPEMENT DES HOMMES**

PAUL BOCCARA

Ce texte reproduit l'intervention de Paul Boccara au XX^e Congrès du Parti communiste français, qui s'est tenu à Saint-Ouen du 13 au 17 décembre 1972.

Chers camarades,

Notre XX^e Congrès est placé sous le signe exaltant du Programme commun de gouvernement démocratique.

Quel est le caractère fondamental du Programme commun ?

C'est qu'il apporte, comme l'a montré dans le rapport du Comité central Georges Marchais, la solution à la crise du capitalisme monopoliste d'Etat. Il s'agit de la solution, à la fois véritable et immédiatement possible, dans les conditions de la France. Sur le plan économique, malgré le maintien des hauts et des bas de la conjoncture, depuis le XIX^e Congrès, les tendances nouvelles aux difficultés économiques graves se sont confirmées. Des usines aux universités, la classe ouvrière, toutes les catégories de travailleurs, toutes les couches populaires sont touchées à des degrés divers par ces difficultés.

Dans les conditions de la crise de la société française, le Programme de démocratie économique et politique ne constitue pas l'expression d'une préférence doctrinale pour un type d'organisation particulier. Il répond à une crise objective, nationale, des rapports de production, ressentie dans toutes les couches de notre peuple. A sa façon, la classe dirigeante le reconnaît elle-même, en prétextant la « crise de civilisation », et en cherchant vainement à adapter sa politique. Une étude publiée par le Commissariat du Plan en 1972, intitulée « 1985, la France face au choc du futur », reconnaît l'opposition ou la non adhésion de toutes les couches de la population travaillante, dans leur masse, à l'orientation donnée au pays par le pouvoir et le grand patronat. Elle avoue ce qu'elle appelle « l'absence d'entente sur un projet collectif de modernisation de la France, et l'inaptitude des moyens juridiques et économiques traditionnels à résoudre les nouveaux problèmes » (1).

Toutes les couches du peuple aspirent à des changements démocratiques très profonds, même quand elles n'ont pas une claire vision de la possibilité du changement immédiat et de ses moyens nécessaires.

Telle est la base du Programme commun, autour duquel l'union populaire peut rassembler la grande majorité des Françaises et des Français, en allant bien au-delà de l'influence antérieure des partis unis de la gauche.

Les mesures que le pouvoir est obligé de prendre, quand elles arrivent à reculer les échéances, aggravent les problèmes en profondeur, à la façon d'un débiteur aux abois qui ferait patienter ses créanciers en augmentant ses dettes dans des conditions plus lourdes et plus précaires.

1. « 1985, la France au choc du futur », p. 163.

Qu'il s'agisse de l'accélération considérable de l'inflation, où les mesures précipitées que vient de prendre le gouvernement, confirment l'aggravation des difficultés monétaires, et la vanité des prétendus remèdes. Qu'il s'agisse de la nouvelle augmentation récente du chômage, en étendue et en durée, en dépit de tous les camouflages officiels et malgré la reprise de la croissance de la production. Qu'il s'agisse de la crise persistante de l'Education nationale ; de l'urbanisme, du logement et des transports ; dans le domaine des conditions de travail, dans le domaine de la santé ; dans tous les domaines, en vérité.

Les difficultés graves et persistantes, au-delà des hauts et des bas de la conjoncture, ont pour cause profonde, comme l'indique le projet de résolution, « les exigences de l'exploitation et de l'accumulation capitalistes ». Les capitaux accumulés depuis des années dans les mains des groupes monopolistes, avec l'aide systématique de l'Etat, sont devenus si énormes, que leurs exigences de profit perturbent toute la vie économique.

La solution véritable doit « porter un coup fondamental » à la puissance des monopoles capitalistes, en finir avec leur domination, alors que l'Etat actuel s'efforce de renforcer, à tout prix, c'est le cas de le dire, leurs profits, leurs accumulations et leur pouvoir.

D'ailleurs, désormais, en raison des débuts de la révolution technologique de l'automation et de la révolution scientifique, entravés par le système, il est à la fois possible et nécessaire que commencent à prédominer, pour faire progresser la productivité, non plus l'accumulation des moyens matériels de production mais les dépenses pour le développement des capacités des hommes.

On ne peut sortir de la crise par un replâtrage du système actuel, mais par les transformations démocratiques profondes, antimonopolistes, organisées par le Programme commun. Cependant, cette solution à la crise du système rompant avec le capitalisme monopoliste d'Etat et immédiatement possible, ne constitue pas encore le socialisme. L'application du Programme commun ouvrira, disons-nous, la voie au socialisme, en instaurant une phase de transition vers un socialisme développé dans les conditions spécifiques de la France.

Quelle est donc la logique économique du Programme instaurant cette phase de transition ?

Camarades,

L'idée de la crise de notre société capitaliste exprimée par le XIX^e Congrès, est en train de devenir une idée de masse. Cette crise constitue le fondement objectif du Programme commun. Mais, sur cette base, l'essence économique du Programme commun est constituée par ce que nous appelons la nouvelle logique

économique de la démocratie avancée, dont l'analyse prolonge celle de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat.

1. Voir, notamment, « Evolution et fonctionnement économiques dans la démocratie avancée » (*Economie et Politique*, septembre 1971).

2. Voir « Les ressources permettant les dépenses » (*Economie et Politique*, décembre 1971) et « Suraccumulation et Programme d'Union Populaire » (*L'Humanité* des 28-1-1972 et 4-2-1972, *Economie et Politique*, février 1972).

Issue des travaux du Parti sur la « régulation économique » démocratique (1), développée dès 1971 par notre Parti dans la bataille pour **Changer de cap** (2), l'idée de cette nouvelle logique économique est désormais revendiquée par le Programme commun. Elle peut et doit devenir une arme puissante dans la bataille politique pour faire triompher le Programme commun et, demain, pour l'appliquer.

Si nous ouvrons le Programme commun, nous lisons à la page 139 : « Le gouvernement maintiendra les équilibres financiers en s'appuyant sur une nouvelle logique de la croissance ».

La logique capitaliste du profit et de l'exportation engendre, en effet, une croissance déséquilibrée, qui n'assure pas la satisfaction des besoins fondamentaux et aggrave les inégalités. Le développement de la démocratie économique et politique, appuyé sur un large secteur public et sur la participation active des travailleurs, permettra d'instaurer une autre logique, celle d'une croissance équilibrée au service du plus grand nombre ». Concernant un premier aspect fondamental de cette logique nouvelle, on lit, p. 138 : « L'élévation du niveau de formation, la réduction de la durée du travail, les meilleures conditions de travail et de vie, entraîneront un relèvement de la productivité du travail ».

En effet, les grandes conquêtes sociales organisées par le Programme dans tous les domaines de la vie des masses, tout en répondant aux besoins urgents et nouveaux, sont loin de constituer uniquement un élément de coût, de dépense. D'une part, les dépenses accrues pour les hommes, permettront de développer des débouchés solides et croissants, fondement d'un essor stable et combiné de la production, des activités utiles en dehors de la production matérielle et de l'emploi total. D'autre part, ces dépenses constitueront des facteurs de plus en plus importants du progrès de la productivité dans les nouvelles conditions technologiques. Ainsi, comme l'indique le projet de résolution du Congrès, le progrès social pourra être la clef du progrès économique.

Cependant, le Programme ne se contente pas de modifier la distribution et la consommation. Il n'est pas possible de rendre « sociales », les « finalités » de la croissance en conservant les rapports de production du capitalisme monopoliste d'Etat.

C'est pourtant, ce que prétendent rechercher désormais les milieux dirigeants en raison de la contestation nouvelle de la croissance capitaliste, concernant la dégradation de la vie, dans le cadre de la crise du système. Rendre plus « sociales » les finalités de la croissance, tel est un leitmotiv du colloque d'avril 1972 organisé par la Communauté européenne à Venise,

du colloque de juin organisé à Paris par le Ministère des Finances, du congrès des Economistes de langue française à Téhéran en septembre, des Assises du C.N.P.F. à Marseille en octobre.

Ainsi, au Congrès des économistes de langue française, en septembre, M. Louis Blanc, commissaire général adjoint du Plan doit reconnaître que « les problèmes de besoins, de niveaux et de conditions de vie n'ont été abordés [que] de façon marginale » dans la planification française, préoccupée surtout du « financement des investissements » (entendez : de l'accumulation du capital). Il propose de « corriger certains défauts du système en vigueur pour le maîtriser », en partant désormais, prétend-il, des besoins, mais cela pour s'opposer à ceux qui, dit-il, « préconisent des transformations plus radicales de l'organisation économique », comme la « nationalisation des grandes entreprises » (1).

En réalité, afin de pouvoir rompre véritablement en faveur de la satisfaction des besoins populaires, avec la logique de l'accumulation et du profit monopolistes, il faut franchir « dès le début de la législature, un seuil minimum de nationalisations » (2).

Alors, les prélèvements formidables de profits et les énormes gâchis de capitaux, sous forme d'investissements de double emploi ou inutilement gonflés ou d'accumulations spéculatives, confirmées par les études statistiques les plus récentes, comme celles sur l'évolution du rapport dit « capital/produit », ne feront plus la loi dans les secteurs décisifs de l'économie.

C'est pourquoi, après avoir souligné la nécessité de prendre « appui sur un large secteur public », le Programme commun, en traitant du contenu de la nouvelle logique, précise à la page 138 : « la restructuration de l'appareil de production permettra d'accroître l'efficacité économique des investissements, d'éliminer progressivement les gaspillages dus à la gestion capitaliste, d'accélérer le progrès de la productivité.

Ainsi, « les grandes transformations démocratiques du Programme commun » en « portant un coup fondamental à la puissance monopoliste », permettront de remplacer la logique du profit et de l'accumulation monopoliste par une nouvelle logique économique. Cette nouvelle logique commencera à faire prédominer les besoins de tous les travailleurs et des masses populaires, à l'échelle nationale, en s'appuyant sur les exigences et les possibilités nouvelles du progrès technique.

La « logique des besoins » pourra pleinement triompher avec le socialisme. Le socialisme, comme le rappelle le projet de résolution, repose, notamment, « sur la propriété collective des grands moyens de production et d'échange ».

Cependant, dès la phase de transition au socialisme de la démocratie avancée, la situation actuelle pourra être renversée. En effet,

1. Banque, nov. 1972, p. 988-989.

2. « Programme commun de gouvernement », p. 114 (Editions Sociales, 1972).

nous n'aurons plus un secteur nationalisé essentiellement minoritaire, concernant certaines branches industrielles de base et une partie du système bancaire, utilisé par un pouvoir anti-démocratique, servant, en conséquence, au profit et à l'accumulation des monopoles capitalistes.

Au contraire, le secteur nationalisé deviendra majoritaire du point de vue de l'investissement productif : moins de 1 % des entreprises seront nouvellement nationalisées, mais le secteur public pourra désormais concerner plus de la moitié de l'investissement productif, dès le franchissement du seuil minimum de nationalisation. Ensuite, il concernera tous les secteurs de base (y compris la sidérurgie) (1) et les secteurs de pointe (comme l'électronique et la chimie) ainsi que l'ensemble du système bancaire et financier.

1. Sous la forme de participation publique majoritaire dans les grandes sociétés sidérurgiques.

Enfin, il pourra être utilisé par les forces démocratiques et ouvrières, avec l'intervention décisive des masses et de leurs organisations à tous les niveaux (depuis la gestion des entreprises) et avec le gouvernement démocratique. Ainsi, à l'échelle de l'économie nationale, ce sera le secteur public démocratisé qui donnera le ton.

Les monopoles dominants des secteurs-clés de l'industrie étant nationalisés, l'économie nationale pourra connaître, dans ces secteurs décisifs, une restructuration et une gestion démocratiques dans le cadre du plan. Cela permettra la suppression des gaspillages capitalistes les plus importants, de grandes économies de dimension, le progrès systématique de l'automatisation, de nouvelles conditions de travail et d'emploi. Cela permettra une croissance importante de la production, avec une augmentation sensible de la part de valeur du produit qui, au lieu d'être accumulée, reviendra aux travailleurs, aux équipements et aux consommations collectives.

Le secteur privé important subsistant, sera encadré par le secteur public nouveau industriel, bancaire et de consommation par les fournitures, les débouchés, les crédits. Malgré le maintien d'une certaine accumulation et d'un certain profit privés, il devra respecter les orientations de la planification nationale et admettre notamment un accroissement de la part de valeur du produit revenant aux travailleurs et aux consommations collectives.

En ce qui concerne les relations économiques internationales, elles sont caractérisées dans le monde capitaliste actuel par un double mouvement. D'une part, un mouvement d'extension des relations, non seulement commerciales, mais technologiques. D'autre part, un mouvement de domination extérieure surtout à partir des trusts dits transnationaux, maintenant les centres technologiques et de décision principaux dans leur pays d'origine, comme les Etats-Unis, aggravant les déséquilibres dans notre pays. Une étude récente et bien informée reconnaît, à

propos des firmes multinationales d'origine américaine, qui forment la grande majorité : « Les centres de décision qui définissent, planifient et contrôlent leurs stratégies à moyen et long terme, sont situées aux Etats-Unis et sont dirigés par des citoyens américains... Leurs capitaux le sont également dans une large mesure ». Et à propos de la technologie de pointe : « Les transferts technologiques sont opérés et contrôlés du point de vue de la rétention par le « noyau dur » de la firme (sa structure fondamentale de recherche-développement) de l'essentiel du savoir technologique associé à la définition et à la poursuite d'objectifs de croissance à long terme » (1).

L'encadrement des relations économiques extérieures (y compris les mouvements de capitaux) par le secteur public industriel, par le système bancaire surtout, et par la planification démocratique, doit nous permettre de lutter efficacement contre les dominations et les déséquilibres. Mais, dans ces conditions, nous pourrions développer plus hardiment les relations et la coopération économiques internationales, et cela avec tous les pays sans discrimination. C'est d'ailleurs l'intérêt des grandes sociétés capitalistes étrangères que l'extension des relations internationales, même si le partenaire empêche la domination mais garantit des relations stables et mutuellement avantageuses. C'est ce que montrent les progrès récents — et appelés à se renforcer dans le cadre de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat — des relations économiques des pays capitalistes développés avec les pays socialistes.

Un domaine d'application particulièrement important de la nouvelle logique économique est celui du chiffrage du Programme commun.

Loin de nous laisser enfermer dans le produit disponible pour les dépenses sociales dans le système actuel, nous avons montré comment, avec la crise, se sont amplifiés, de façon inouïe, les gaspillages de la production et la stérilisation des ressources productives. L'analyse des gâchis actuels du capitalisme monopoliste d'Etat, développée dans la bataille pour **Changer de cap**, a été précisée par des estimations quantitatives. Elles s'expriment notamment dans la brochure intitulée « Ce que coûte le capitalisme à la société », publiée en octobre (1).

Notre Parti a ouvert ce que l'on a appelé « le livre de comptes » du Programme commun, mettant en regard l'évaluation de certaines dépenses fondamentales et celles de certains gaspillages fondamentaux. Cette façon de faire est particulièrement démonstrative. Surtout si, comme l'a fait Georges Marchais au débat de la Mutualité du 21 octobre, on situe la démonstration dans le cadre de ce qu'il a appelé une « logique nouvelle », en rappelant sa base dans le seuil minimum de nationalisation.

Au contraire, certains dessins d'excellents caricaturistes peuvent trop schématiser notre position en présentant les ressources du

1. André-Clément Decoufflé : « Firms multinationales et prospective du système international » (*Analyse et Prévision*, nov. 1972, p. 1273 et p. 1289).

2. *Economie et Politique*, numéro hors série rédigé par Claude Quin avec le concours de Paul Boccard, Jean-Claude Dufour, Philippe Herzog, Louis Perceval.

Programme commun, comme s'il s'agissait de casser la tire-lire des monopoles ou de leur faire cracher leurs sous. La logique économique du Programme commun repose sur une restructuration démocratique d'ensemble. Elle ne dit pas simplement : les riches paieront. Elle voit plus loin et plus profond, afin de construire durablement une démocratie économique et politique, ouvrant la voie au socialisme.

Nous avons aussi mené les études du chiffrage dans un cadre cohérent total. Cela s'exprime publiquement dans les premières études publiées dans **Economie et Politique** de décembre. Elles concernent le chiffrage global des différents éléments de satisfaction des besoins populaires et de différents éléments de la croissance de la production ainsi que de leur correspondance (1).

1. Cf. « Hypothèses et repères chiffrés sur les effets économiques de la mise en œuvre du Programme commun », par Claire Dana, Patrick Doherty, Philippe Herzog, Bernard Janvier.

Le Programme et sa cohérence avec les possibilités de la production ont donc été chiffrés dans leur ensemble. Mais il convient de mener à bien d'autres travaux de chiffrage qui sont en cours.

Il s'agit, d'une part, du travail de précision de détail des grandes masses, au niveau des dépenses sociales, dont un exemple est fourni, à propos de l'éducation, dans **Economie et Politique** de décembre (2).

2. Claire Dana : « Un exemple chiffré : aspects de l'Éducation dans le Programme commun ».

Il s'agit surtout d'aller au-delà des premières évaluations globales concernant la production. Nous devons mener à bien une étude par secteurs, afin de préciser comment sur la base de la nationalisation et de la restructuration démocratiques, les nouvelles conditions de productivité pourront être mises en place. Certes, ce travail ne peut être que commencé. Il aura son expression achevée dans le Premier plan démocratique. Et nous n'avons ni les moyens officiels de renseignement et de calcul, ni les moyens officiels pour organiser le débat démocratique national, afin d'élaborer ce plan.

Bien sûr, dès le début de la législature, des satisfactions immédiates seront apportées aux masses, commençant à réaliser le Programme commun. Et ce sont les ressources existantes, avec notamment les suppressions de gaspillages les plus aisées, qui seront mises à contribution. Mais, dès le début aussi, sur la base du seuil minimum de nationalisation, il faudra restructurer l'économie dans le cadre de la nouvelle logique démocratique.

Dans ces conditions, il sera possible de ne pas laisser saboter et récupérer les conquêtes sociales immédiates par le secteur capitaliste subsistant, mais, au contraire, de les consolider et de les développer par l'application systématique du Programme commun.

Camarades,

Nos explications sur la nouvelle logique économique du Programme commun sont des armes dans la bataille politique actuelle.

On pourrait dire : pourquoi ces analyses de la crise du C.M.E., et de la nouvelle logique économique à partir de la suraccumulation du capital ? Ce qui est simple et depuis longtemps acquis, c'est l'exploitation ; cela suffit. Ce serait beaucoup trop simple. Au contraire, notre parti affirme le caractère scientifique de ses analyses, en liant aux réalités de l'exploitation celles de la mise en valeur et de l'accumulation des capitaux dans les conditions actuelles. Le rapport du Comité Central et les interventions au Congrès en sont une preuve supplémentaire.

Notre Parti s'affirme comme Parti révolutionnaire de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, en se présentant aujourd'hui comme Parti de gouvernement, apte à prendre en alliance avec le Parti Socialiste et le Mouvement de la Gauche Radicale et Socialiste, la succession des partis dirigeants du régime en faillite. Dans ces conditions, nous marxistes, nous ne nous bornons moins que jamais au seul point de vue de victimes de l'exploitation. Nous considérons les liens objectifs de l'exploitation capitaliste de plus en plus intolérable avec la production sociale dans son ensemble, ses conditions techniques et financières. Nous voulons que les forces ouvrières et démocratiques prennent, en effet, la direction de cette production, du moins à l'échelle du secteur public étendu et de la planification nationale dans l'étape de la démocratie économique et politique.

Ces analyses de la nouvelle logique économique de la phase de transition démocratique, fondées sur le développement de la théorie marxiste et sur sa popularisation doivent nous permettre d'avancer : aujourd'hui, dans le travail de conviction sur le réalisme et la cohérence du Programme commun comme solution immédiate à la crise ; et demain, dans les luttes pour l'appliquer, dans le travail de construction.

Ces deux tâches ne peuvent être menées à bien qu'avec la participation décisive des masses et l'adhésion active de la majorité de notre peuple. Aussi, ces analyses et leur application ne constituent pas seulement un travail de spécialistes. Elles doivent se développer dans un mouvement de va et vient : entre l'expérience vivante des masses et l'analyse théorique de la pratique. Dans ce mouvement, tous les militants communistes, notre Parti, comme expérimentateur et théoricien collectif, occupent une place de grande responsabilité, à l'avant-garde pour le succès du Programme commun.